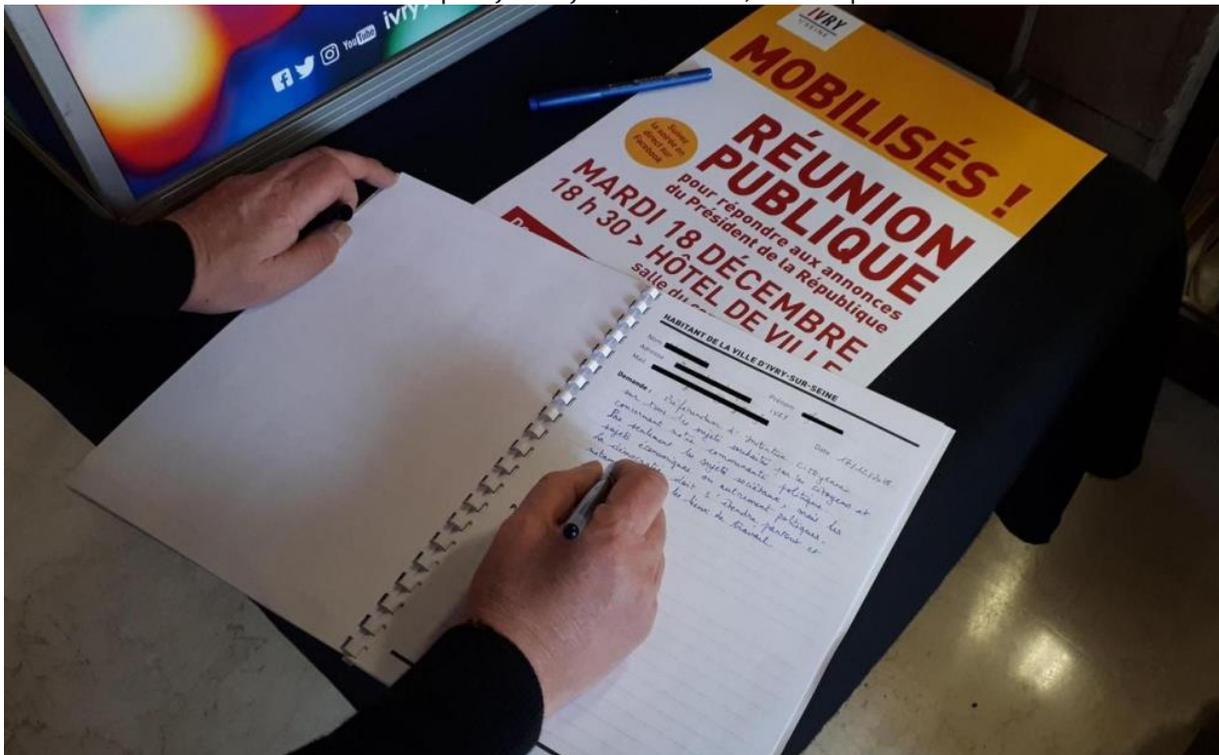




Val-de-Marne : le grand flou du grand débat

>[Île-de-France & Oise](#)>[Val-de-Marne](#)|Agnès Vives @VivesAgnes|14 janvier 2019, 18h47|MAJ : 14 janvier 2019, 21h04|0



Ivry-sur-Seine. Les habitants ont été invités à remplir des cahiers de doléances à la suite de la mobilisation des gilets jaunes. LP/M. Fr.

Ce mardi s'ouvre le grand débat national voulu par le président de la République. Mais les maires, mis à contribution, attendent des directives, voire, pour certains, refusent de l'organiser.

Les Val-de-Marnais vont-ils débattre ? Le grand débat national voulu par le président de la République à la suite de la crise des Gilets jaunes s'ouvre ce mardi. Mais comment ? Avec qui ? Où ? Ce lundi, les maires, sollicités pour être des « intermédiaires », selon la lettre d'Emmanuel Macron, avouaient tous être « dans le flou ». « On s'enfonce dans le brouillard », résume Olivier Capitano, maire LR de Maisons-Alfort. « Peut-être parce que ces maires ne veulent pas s'y intéresser... », argue Nabil Benbouha, référent départemental LREM. Dès lors, l'organisation de réunions ne pourrait véritablement se tenir que grâce à la mobilisation des parlementaires LREM et du parti.

Ces maires dubitatifs... Ce lundi, à droite comme à gauche, ils assurent méconnaître totalement l'organisation de ce grand débat et n'avoir « rien reçu », ni consigne, ni kit pratique. A Charenton, Hervé Gicquel (LR) « attend » ainsi de connaître les modalités, médusé cependant devant les 34 questions listées par le président, « tellement basiques ».

A Alfortville, Michel Gerchinovitz (PS) « mettra en place là où il se doit » un cahier de doléances. Mais n'ira pas au-delà. A Saint-Maur, Sylvain Berrios (LR), a ouvert ce même cahier ce lundi matin. Et à Champigny, le maire PCF Christian Fautré a incité lors de ses vœux à le remplir. [D'autres villes](#) l'avaient ouvert avant les fêtes, en pleine crise des Gilets jaunes. Mais au-delà ? « Il est illusoire de croire que les maires vont être de gentils organisateurs d'un débat qu'ils n'ont pas sollicité », enchérit Hervé Gicquel. Le maire PS de Créteil, a annoncé ce lundi soir lors de ses vœux, «mettre à disposition tout ce que nous pourrions mobiliser comme espaces de réunion ». Mais Laurent Cathala n'estime pas pour autant qu'il est «de la responsabilité du maire de porter ce débat ».

« Si des citoyens me demandaient une salle pour un débat, je le ferais, mais si c'est l'Etat, c'est à étudier », répond Olivier Capitanio, rappelant combien les maires ont été « malmenés ». Et tous de s'interroger sur l'aboutissement de ce grand débat.

...et ceux qui sont prêts à jouer le jeu. A Rungis, Raymond Charresson (SE), soutien du président Macron à la présidentielle se dit lui, « prêt ». « Mais dire que les habitants le sont, c'est moins sûr ». L'élu n'a reçu que trois courriers de doléances en dix jours. « Ils sont habitués aux élections, pas à ce type de démarche. » Jacques JP Martin (LR), à Nogent, n'a « aucun état d'âme », tout en précisant : « nous verrons en fonction de la demande de l'Etat et s'il est prêt à payer la logistique ».

Les députés LREM montent au front... Les parlementaires LREM doivent tous ouvrir des ateliers, lancer des débats, selon Nabil Benbouha. Jean-François Mbaye a déjà écrit aux trois maires de sa circonscription. Lui-même mettra un cahier de doléances à sa permanence et va solliciter les associations, conseils de citoyens... « Toutes les questions sont ouvertes », assure-t-il. Et pour la neutralité des débats, selon les directives de la commission nationale du débat public, les députés devraient faire appel au Codev 94 (Conseil de développement du Val-de-Marne), comme l'a évoqué Albane Gaillot.

... et les marcheurs à la manœuvre. « Nous allons solliciter les maires proches de la majorité et sommes prêts à aider tous ceux qui veulent participer », annonce Nabil Benbouha. Les marcheurs seront aussi sur le terrain : porte-à-porte, marchés, ateliers, caravane itinérante... De ces paroles recueillies, en sortiront des propositions concrètes qui seront remises au mouvement. Et d'assurer que les citoyens « s'y intéressent », comme les marcheurs ont pu le vérifier « ce week-end sur le marché de Maisons-Alfort ».

Un référent nommé par le préfet. Il revient au préfet de jouer les « facilitateurs » de ce grand débat qui va durer deux mois. Dans les jours prochains, il doit nommer un référent, probablement au sein du corps préfectoral.